

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITÉE

T/COM.5/L.149
3 avril 1956

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DU SECRETAIRE GENERAL DE LA JEUNESSE DEMOCRATIQUE DU
CAMEROUN CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil
de tutelle)

COPIE

JEUNESSE DEMOCRATIQUE DU CAMEROUN
KAMERUN DEMOCRATIC YOUTH
Boîte Postale 97
Douala, New Bell

Bureau du Comité Exécutif

Maquis, le 19 mars 1956

No 9/56/JDC

Monsieur le Secrétaire-Général des Nations Unies
New York (USA)

Monsieur le Secrétaire-Général,

A la suite de la publication du rapport de la Mission de Visite au Kamerun Oriental, nous avons l'honneur d'apporter certaines précisions par la présente lettre.

A son arrivée au Kamerun, la Mission de Visite a, comme vous le savez, publié une déclaration selon laquelle elle ne recevrait que les représentants d'organisations ayant une "existence légale". C'était par là même jeter l'interdit sur les trois organisations prétendument dissoutes de ce territoire : l'UPC, l'UDEFEK et la JDC. Notre mouvement a déjà eu l'occasion de protester contre cet état de fait c'est pourquoi nous n'y reviendrons plus.

56-08735

La constatation principale qui ressort du rapport de la Mission, c'est son envie de féliciter à tout prix le Gouvernement français et de condamner à tout prix l'UPC et à travers elle la JDC. En effet, pour ne citer que celles-là, nous relevons dans le rapport de la Mission les passages suivants qui confirment valablement notre point de vue :

- 1) "La Mission a vigoureusement condamné les crimes commis par les émeutiers, mais a demandé de la compréhension par ceux qui avaient été conduits par 'une propagande mensongère et effrénée'" (Daily Times Cameroons Edition No 12.279 du 14 mars 1956, page 3).
- 2) "Elle a noté une 'hostilité très marquée' entre le Nord et le Sud Kamerun. 'La propagande grossière et agressive' de la dissoute U.P.C., dit la Mission, a porté un lourd coup à l'unité grandissante du Nord et du Sud, parce que les gens de l'UPC vivant au Nord avaient mené une propagande offensant la tradition, la religion et les idées du Nord" (ibidem).
- 3) La grande partie de l'énorme nombre de communications adressées à la Mission se divise en deux catégories : celles demandant l'indépendance immédiate du Kamerun "français" et l'Unification avec le Kamerun "britannique", et celles professant de la satisfaction pour la politique française. La plupart ont été reçues par fournées et des milliers étaient exactement similaires (ibid.).
- 4) "La Mission déclare qu'elle a reçu peu de requêtes pour l'unification des deux Kamerun et que peu de gens semblaient avoir un programme concret à ce sujet" (ibid.).
- 5) Tandis que les membres de la Mission sont d'accord que la dissolution de l'UPC était inévitable à cause de ce qu'elle était impliquée dans les émeutes, ils ont invité le Gouvernement français à poursuivre son programme d'association des gens de toutes les parties du Territoire avec le travail du gouvernement (ibid.).

Le premier passage prouve la partialité de la Mission de Visite, qui condamne les crimes commis par les prétendus émeutiers mais ne dit par contre pas si oui ou non les troupes françaises ont tiré sur la population, et si le fait dans un pays sous tutelle de tirer même contre des "émeutiers" est conforme à l'esprit de

la Charte de l'ONU. Le fait d'autre part de qualifier de "propagande mensongère et effrénée" la propagande d'un mouvement en faveur de l'indépendance, alors que le mouvement est légal et les objectifs de la propagande aussi, confirme valablement ce point de vue.

Le deuxième passage, qu'il faudrait rapprocher avec les observations de la Mission de Visite sur le Nord Kamerun britannique, tend à faire croire que l'UPC dans sa lutte pour l'Unification, mène plutôt un combat annexionniste. On se demande également si une propagande anticolonialiste par son essence mérite d'être qualifiée de "grossière et agressive". On se demande ce qu'est une tradition, une religion et des idées qui sont "offensées" par une propagande anticolonialiste. On ne comprend plus l'essence même de la tradition de la religion et des idées du Nord, on ne sait si ces facteurs sont adaptés au colonialisme et seraient par là même opposés à une propagande essentiellement anticolonialiste, que nous laissons gré à la Mission de Visite de qualifier comme elle le voudra.

Les troisième et quatrième passages comportent une contradiction fondamentale entre le fait de parler d'un "énorme nombre de communications adressées à la Mission" (la radio a avancé le chiffre de 40.000) et dont une partie demande l'indépendance immédiate du Kamerun "français" et son UNIFICATION avec le Kamerun "britannique", et la déclaration de la Mission selon laquelle "elle a reçu peu de requêtes pour l'unification". Quand même le chiffre de 40.000 communications serait conforme à la réalité, on se demande ce qui a pu empêcher la Mission de citer le nombre de pétitions de l'une et l'autre parties. La vérité est que la Mission a reçu plus de 40.000 communications, et que même en admettant ce chiffre, le nombre de communications exprimant la satisfaction pour la politique du Gouvernement français ne dépasse pas un millier. C'est là l'origine d'un mutisme qui n'est que trop significatif.

En général, ce que la Mission n'ose pas dire, c'est que le Gouvernement français a ordonné des fusillades qui ont fait des morts et des blessés. C'est qu'au cours des prétendues émeutes l'Autorité administrante soumit le droit de pétition à des restrictions, ce qui, pour le moins, constitue une preuve flagrante de sa culpabilité, c'est que la dissolution de la JDC au lieu d'être "inévitabile" comme le constate la Mission, n'est pas conforme à la Charte des Nations Unies et

à l'Accord de Tutelle. La vérité, c'est que si les pétitions furent remises "en fournées", c'est que le climat de terreur maintenu lors du passage de la Mission ne permettait pas aux pétitionnaires de se rendre un par un devant la Mission et cela, la Mission ne l'a sans doute pas noté, c'est que la Mission ne fait mention nulle part de pétitions volées (par exemple à Mbalmayo et à Sangmélina), ou remises de gré aux autorités françaises par certain de ses membres, c'est qu'elle a refusé au Kamerun occidental de recevoir les pétitionnaires réfugiés politiques de l'Est ainsi que les pétitions venant de la zone orientale.

En ce qui concerne l'unification, la vérité c'est qu'à Bamenda M. Yang déclarait que "les mots unification et indépendance sont la chanson de toute la population" en zone orientale, c'est qu'à Mamfé le Président Dorsinville, impressionné par le courant populaire en faveur de l'unification depuis la zone orientale, déclarait que "l'unification n'est pas une question difficile" (Daily Times 26 novembre 1956), c'est qu'en conséquence, la Mission ne saurait tenter, avec raison et logique, de minimiser dans son rapport le courant populaire en faveur de l'Unification.

Comparant ensuite les rapports des Missions de l'année dernière au Togoland et au Kamerun, nous constatons que le premier comporte des propositions précises permettant de résoudre le problème, en l'espèce les propositions pour le prochain référendum au Togo occidental et pour une consultation populaire en zone orientale dans un proche avenir; au contraire, le rapport de la Mission présidée par l'honorable M. Dorsinville se borne à épouser le point de vue de l'Autorité administrante et ne pose aucun principe positif permettant de résoudre la question, par exemple l'organisation d'un référendum, référendum que demande depuis des années les mouvements populaires.

Tout se passe comme si la Mission avait adopté comme conclusions les déclarations mensongères de l'Autorité administrante, et partant, comme si elle n'était pas une Mission de Visite de l'ONU, mais une quelconque Mission d'Enquête du Gouvernement français. Dès lors, on comprend que M. Bargues puisse se féliciter de l'objectivité du rapport de la Mission.

Le peuple Kamerunais, en balayant le 2 janvier 1956 le trop tristement célèbre AUJOULAT et la clique des candidats administratifs, a dit non à Roland PRE, non à sa politique de sang, non à ceux qui le soutiennent à tout

échelon. Par cela même, il a montré que, quoiqu'on en dise, l'unification et l'indépendance du Kamerun sont et restent ses deux plus profonds sentiments. Une fois de plus, nous voulons que l'ONU comprenne cette réalité et prenne ses responsabilités.

En conséquence, nous vous disons Monsieur le Secrétaire-Général que le peuple Kamerunais DESAPPROUVE hautement le rapport de la dernière Mission de Visite.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire-Général, l'assurance de notre considération distinguée.

Pour le Comité Exécutif sous maquis
Le Secrétaire-Général
(s.) FOSSO François

(sceau : JDC)

N.B. La présente lettre n'est pas une pétition et devra être distribuée aux 76 Membres de l'ONU

Adresse : FOSSO François, c/o PUTH Samuel, John Holt,
VICTORIA, Cameroons s/administration britannique
